

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU GRAND ANGOULEME**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU 02 FEVRIER 2017**

Délibération
n° 2017.02. 4.B

Parc d'activités du
Grand Girac à Saint-
Michel - Société
DIADES MARINE :
signature du bail
dérogatoire -
Annulation de la
délibération
n°2016.10.117 B

LE DEUX FEVRIER DEUX MILLE DIX SEPT à 17h00, les membres du bureau communautaire se sont réunis salle VIP - Espace Carat 54 avenue Jean Mermoz à L'ISLE D'ESPAGNAC suivant la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Président.

Date d'envoi de la convocation : **27 janvier 2017**

Secrétaire de séance : Michel ANDRIEUX

Membres présents :

Jean-François DAURE, Michel ANDRIEUX, Anne-Marie BERNAZEAU, André BONICHON, Xavier BONNEFONT, Michel BUISSON, Véronique DE MAILLARD, Gérard DEZIER, Denis DOLIMONT, Denis DUROCHER, François ELIE, Guy ETIENNE, Jeanne FILLOUX, Jean-Jacques FOURNIE, Maud FOURRIER, Fabienne GODICHAUD, François NEBOUT, Yannick PERONNET, Marie-Hélène PIERRE, Jean REVEREAULT, Gérard ROY, Alain THOMAS, Roland VEAUX, Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Vincent YOU

Ont donné pouvoir :

Excusé(s) :

Jacky BOUCHAUD, Jean-Claude COURARI, Michel GERMANEAU

Absent(s) :

BUREAU COMMUNAUTAIRE DU 02 FEVRIER 2017

**DELIBERATION
N° 2017.02. 4.B**

ZONES D'ACTIVITES

Rapporteur : Monsieur **BONICHON**

**PARC D'ACTIVITES DU GRAND GIRAC A SAINT-MICHEL - SOCIETE DIADES MARINE :
SIGNATURE DU BAIL DEROGATOIRE - ANNULATION DE LA DELIBERATION
N°2016.10.117 B**

La société DIADES MARINE est spécialisée dans la conception, la réalisation et le montage d'équipements RADAR et optroniques et de systèmes de navigation, de surveillance et de sécurité. Elle occupe depuis le 2 novembre 2011 des locaux au sein de la pépinière d'entreprises puis de l'hôtel d'entreprises de GrandAngoulême (plateau référencé P3 de 129 m², contrat de location du 1er juin 2015).

La société, qui employait 2 personnes en 2011, en emploie aujourd'hui 12 (7 ingénieurs et docteurs, 2 techniciens, 1 administratif et 2 apprentis) dont 3 depuis début septembre 2016.

Les projets développés et la croissance de l'activité de la société nécessitent le recrutement de 3 personnes à haut niveau de technicité (ingénieurs et techniciens) sur les 12 prochains mois, ainsi que de nouveaux locaux.

Par délibération n°117 B du 13 octobre 2016, le bureau communautaire a approuvé la signature d'un bail commercial avec la société DIADES MARINE pour la location, sur le parc tertiaire du Grand Girac, du rez-de-chaussée du module tertiaire n°1, d'une surface de 185 m², à compter du 1^{er} novembre 2016.

Aujourd'hui, l'occupant préférerait un bail dérogatoire au code du commerce.

GrandAngoulême consent donc à l'occupant, qui accepte, la location de ces locaux en l'état par le biais d'un bail dérogatoire au code du commerce.

Le montant du loyer annuel s'élève à 17 760 € HT et hors charges.

Un dépôt de garantie d'un montant d'un mois de loyer HT devra être versé par la société DIADES MARINE pour assurer l'exécution du présent contrat.

Vu la délibération n°37 du conseil communautaire du 19 janvier 2017, portant délégation d'attributions au bureau communautaire, en application de l'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales,

Je vous propose :

D'ANNULER la délibération n°2016.10.117 B relative à la signature d'un bail commercial avec la société DIADES MARINE.

DE CONSTATER la fin d'application de droit du contrat d'occupation précaire du plateau P3 de l'hôtel d'entreprises du Grand Girac au profit de DIADES MARINE au 31 octobre 2016.

D'APPROUVER le bail dérogatoire avec la société DIADES MARINE pour la location du rez-de-chaussée du module tertiaire du parc d'activités du Grand Girac à compter du 1^{er} novembre 2016.

D'AUTORISER Monsieur le président ou son représentant à signer ledit bail.

D'INSCRIRE la recette au budget annexe développement économique – articles 752 et 758.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE BUREAU COMMUNAUTAIRE,
A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES,
ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE.**

Certifié exécutoire :	
<u>Reçu à la Préfecture de la Charente le :</u> 07 février 2017	<u>Affiché le :</u> 07 février 2017

BAIL DEROGATOIRE

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême – GRANDANGOULEME – dont le siège est situé 25 boulevard Besson Bey, (16 000) Angoulême,

Représentée par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée **le Bailleur**

D'UNE PART

et

La Société DIADES MARINE, société par actions simplifiées au capital de 520 000 € dont le siège social est situé Pépinière d'Entreprises du Grand Girac - 70 rue Jean Doucet – 16470 SAINT-MICHEL, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés d'Angoulême, immatriculée sous le numéro 537 614 125,

représentée par Monsieur Olivier LACROUTS, président, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée **le Preneur**

D'AUTRE PART

Ci-après ensemble ou séparément dénommées la (ou les) Partie(s) ;

IL EST PREALABLEMENT CONVENU CE QUI SUIT :

Les parties ont convenues entre elles de recourir à un bail dérogatoire et ainsi de déroger au statut des baux commerciaux, en application de l'article L 154-5 du Code de Commerce.

Le GrandAngoulême consent à l'occupant, qui accepte, la mise à disposition d'une partie de ce bâtiment en l'état, selon une convention exclue du code du commerce.

L'occupant ne pourra invoquer le bénéfice d'aucune propriété commerciale au titre de l'occupation précaire.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Les Parties convenant que les locaux loués forment un tout indivisible, le Bailleur déclare donner en location au Preneur, qui accepte, les locaux ci-après désignés.

1 - DESIGNATION

Sur la commune de SAINT-MICHEL, dans le département de la Charente, sur le « Parc Tertiaire du Grand-Girac », au sein d'un immeuble de bureaux dénommé Plot N°1, représenté sur les plans joints en annexe.

Les locaux, objets du présent bail comprennent le demi-plateau à droite du rez-de-chaussée d'une surface de 200 m² environ, soit :

- un plateau de bureaux privatifs de 185 m²,
- une tisanerie (détente / petite restauration) d'environ 4 m²,
- un local annexe sanitaire d'environ 11 m²

ainsi que le tout existe et comporte, sans aucune exception ni réserve, le preneur déclarant connaître parfaitement les lieux pour les avoir vus et visités en vue du présent acte et renonçant d'ores et déjà à élever toute contestation concernant les surfaces et désignations ci-dessus; toute différence entre les surfaces et désignations précitées et les dimensions et désignations réelles des locaux ne pouvant justifier ni réduction ni augmentation de loyer, les parties contractantes se référant aux descriptifs et plans annexés.

Concernant l'espace tisanerie et le local sanitaire, ces surfaces seront communes avec d'autres éventuels occupants du rez-de-chaussée gauche.

Des places de parking sont à la disposition du personnel des entreprises du site du Grand Girac. Les véhicules qui y sont stationnés restent sous l'entière responsabilité de leurs propriétaires.

2 – DUREE

Le contrat de location est consenti et accepté pour une durée de trois années à partir du 1er novembre 2016. Il se terminera par conséquent le 30 octobre 2019.

Celui-ci pourra être renouvelé une fois par avenant pour une durée supplémentaire de 3 ans maximum.

Toutefois, le Preneur pourra à tout instant mettre fin à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 2 mois.

3 – USAGE

Les locaux sont loués à destination d'une activité de conception, de réalisation et montage d'équipements RADAR et optroniques et de systèmes de navigation, de surveillance et de sécurité étant entendu que la destination des locaux loués ne pourra être changée sans autorisation expresse et écrite du Bailleur.

4 - ETAT DES LIEUX

Le Preneur prend les locaux loués dans l'état où ils se trouvent le jour de la signature des présentes, sans pouvoir exiger, à quelque époque et sous quelque prétexte que ce soit, aucune réparation ou amélioration, ni aucune réduction du loyer de ce chef.

Un état des lieux de sortie sera également réalisé le jour prévu de la sortie du Preneur.

5 - CONDITIONS GENERALES

Le présent bail est consenti et accepté sous les charges et conditions suivantes que les parties s'obligent à exécuter et accomplir :

5-1 - Afin que les locaux loués soient toujours en bon état, nets de toute dégradation ou détérioration d'aucune sorte, le Preneur fera à ses frais, pendant le cours du bail toutes réparations et travaux d'entretien, de réfection ou de remplacement de toutes natures qui seront nécessaires, (y compris les fermetures, moquettes, carrelages, serrurerie, plomberie, menuiserie, appareils sanitaires...) et ce, dès lors qu'elles n'entreraient pas dans le cadre du champ des dommages couverts par l'assurance Dommage ouvrage contractée par le Bailleur et à l'exception des grosses réparations prévues à l'article 606 du code civil, qui seules restent à la charge du Bailleur.

5-2 – Le Preneur devra déposer à ses frais et sans délai tous coffrages et décorations ainsi que toutes installations qu'il aurait faites et dont l'enlèvement serait utile pour la recherche et la réparation des fuites de

toute nature, de fissures dans les conduits de fumée ou de ventilation, notamment après incendie ou infiltrations et en général, pour l'exécution des travaux.

5-3 – Le Preneur jouira des lieux loués en bon père de famille et les rendra en fin de location en bon état de toutes réparations locatives conformément à l'article 5-1 susvisé.

5-4 - Le Preneur devra garnir et tenir constamment garni les lieux loués de meubles mobiliers et marchandises de qualité et de valeurs suffisantes pour répondre du paiement des loyers et de l'exécution des conditions du présent bail.

5-5 - Le Preneur devra aviser, par courrier avec accusé réception, le Bailleur immédiatement de toute dégradation ou détérioration des locaux loués.

5-6 – Le Preneur ne pourra faire aucun changement de distribution sans le consentement express et par écrit du Bailleur. En cas d'autorisation, ces travaux seront exécutés sous la surveillance de l'architecte du Bailleur. L'intervention de l'architecte ou du bureau d'études du Preneur pourra faire l'objet, au cas par cas d'un accord avec l'architecte du Bailleur. Dans cette hypothèse, le Preneur s'engage à faire intervenir à cet effet des hommes de l'Art dûment qualifiés et notamment sans que cette liste soit limitative, tous cabinets d'architectes, bureaux d'études techniques et bureaux de contrôle de son choix, et dont l'identification sera communiquée au Bailleur.

5-7 - Tous travaux, embellissements, améliorations et installations exécutés par le Preneur avec l'autorisation du Bailleur resteront la propriété du Bailleur sans indemnité de sa part. Il est convenu entre les parties que le preneur ayant supporté le coût du démontage et du remontage des cloisons mobiles, il ne sera pas tenu d'en assurer à nouveau le démontage lors de la libération de lieux.

5-8 - Le Bailleur ne pourra exiger à quelque époque et sous quelque prétexte que ce soit une augmentation du loyer liée aux travaux, embellissements, améliorations et installations exécutés par le Preneur ou toute personne physique ou morale qu'il désignera, pendant la durée du bail ou lors de son renouvellement ainsi que préalablement à la jouissance, à compter de la signature des présentes.

5-9 - Le Preneur devra souffrir sans aucune indemnité, quelles qu'en soient l'importance et la durée, tous les travaux de grosses et petites réparations qui deviendraient nécessaires à l'immeuble loué, et également des travaux d'amélioration.

5-10 – De même, en cas de travaux, qui seraient exécutés dans l'immeuble, sur la voie publique, le Preneur n'aura aucun recours contre le Bailleur et ne pourra prétendre à aucune indemnité ni diminution du loyer, mais conservera son droit de poursuite contre les entreprises responsables d'une malfaçon dans le cadre de leur garantie contractuelle ou de leur garantie d'assurance construction selon le cas.

5-11 - Le Preneur, devra pour l'exploitation de son activité se conformer aux lois règlements, prescriptions administratives en vigueur notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la sécurité incendie, la police, l'inspection du travail, de façon que le Bailleur ne soit jamais inquiété et recherché à ce sujet.

5-12 - L'exercice de certaines activités impliquent l'obtention d'autorisations administratives que seul le Preneur devra solliciter et sans que la responsabilité du Bailleur soit recherchée en cas de refus ou de retard. Le Preneur fera son affaire personnelle du paiement de toutes sommes, redevances, taxes, et autres droits afférents aux activités exercées dans les locaux loués.

5-13 – Le Preneur ne devra pas introduire dans les locaux de matières dangereuses et notamment aucun produit explosif ou particulièrement inflammable qui ne soient pas nécessaires à l'exercice des activités énumérées à l'article 3.

5-14 – Le Preneur devra exercer son activité professionnelle en prenant toute précaution nécessaire afin que rien ne puisse troubler la tranquillité de l'immeuble et apporter un trouble de jouissance aux autres occupants, s'il y en a, ni par lui-même ni par son personnel.

5-15 - Le Preneur ne devra pas faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance. Cette résistance sera communiquée au Preneur sur demande.

5-16 Le Preneur ne devra pas installer de moteurs, ni d'appareils ou installations électromagnétiques, émetteurs de rayons ou d'ondes susceptibles de troubler les voisins, sauf autorisation spéciale qui ne sera donnée que sur la preuve que toutes mesures interdisant ces troubles auront été prises et toutes assurances souscrites à cet effet, quelle qu'en soit la source d'énergie, à l'exception du matériel de bureau, et d'installation

de radio-téléphone autorisée par les P&T. L'activité du preneur relevant du domaine du radar, celui-ci est autorisé à assurer des actions d'essai et de tests d'équipements conçus et fabriqués.

5-17 - Une tolérance ne devra jamais être considérée comme droit, même avec le temps, le bailleur pouvant toujours y mettre fin.

5-18 - Le Preneur ne pourra exiger du Bailleur aucune indemnité, ni diminution du loyer pour toute interruption dans les services de l'immeuble, et notamment s'ils existent, ceux de ventilation, de chauffage central, de téléphone et de télex, ni pour tous accidents ou tous dégâts qui pourraient intervenir dans les locaux loués par suite de rupture de canalisations de gaz, d'eau, d'électricité ou de chauffage central, même si la durée des travaux dépassait 40 jours, et dont la survenance n'est pas du fait du Bailleur.

5-19 - Dès que le congé aura été donné et au moins pendant les six derniers mois, de la jouissance du présent bail, et encore en cas de vente de l'immeuble ou des locaux loués, le Preneur devra laisser visiter aux jours et heures ouvrés et devra laisser apposer un panneau publicitaire aux fenêtres pour lequel le Bailleur prend obligation de concevoir un texte qui n'identifie en rien la société du Preneur avec la vente ou la nouvelle location des locaux.

5-20 - Le Preneur devra par ailleurs prévenir de son déménagement au moins un mois à l'avance afin de permettre au Bailleur d'effectuer les déclarations légales afférentes

5-21 - Au plus tard, le jour de l'expiration de la location, il sera procédé contradictoirement à un état des lieux à la suite duquel le Preneur devra remettre les clés au Bailleur. Cet état des lieux comportera éventuellement un relevé des réparations à effectuer incombant au Preneur.

5-22 - Le Preneur devra laisser au Bailleur ou à son représentant, son architecte et tout entrepreneur pénétrer dans les locaux loués aux jours et heures ouvrés, quand le Bailleur le jugera utile pour constater leur état et laisser faire tous travaux nécessaires, étant entendu que le Bailleur préviendra le Preneur à l'avance.

5-23 - Le Bailleur ne pourra en aucun cas et aucun titre être responsable des vols ou détournements dont le Preneur pourrait être victime dans les locaux loués à compter de l'entrée en vigueur du bail. Le Preneur devra faire son affaire personnelle d'assurer comme il le jugera convenable la garde et la surveillance des locaux loués.

5-24 - Le Preneur prendra en charge toutes les contributions personnelles et mobilières, la taxe professionnelle, les taxes locatives, notamment la taxe de balayage, d'enlèvement des ordures ménagères, d'éclairage, de police et de voirie et tous autres impôts de toutes natures le concernant particulièrement ou relatives à son activité, auxquels les locataires sont ou seront ordinairement tenus et justifiera de leur acquit à toute réquisition, le tout de manière que le Bailleur ne puisse être inquiété à ce sujet.

5-25 - Le Preneur fera son affaire auprès des services administratifs concernés de toutes les formalités administratives et de pré-financement pour la desserte de ses besoins en lignes téléphoniques ordinaires, télex, spécialisées ou autres. Il supportera à ses frais toutes modifications d'arrivée, de branchement, de remplacement de compteurs ou d'installations intérieures aux locaux loués, pouvant être exigées par les compagnies distributives des eaux, du gaz, de l'électricité, en fonction des besoins exprimés par l'activité commerciale du Preneur. Il en sera de même pour tous travaux d'assainissement rendus nécessaires par l'activité commerciale prévue dans les locaux loués.

5-26- Le Preneur acquittera directement toutes consommations d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone selon les indications de ses compteurs relevés aux compagnies concessionnaires, et en fonction d'abonnements personnels.

5-27 - Le Preneur ne pourra installer d'enseignes commerciales conformément au règlement organisant l'Hôtel d'Entreprises visé en préambule au présent bail.

5-28 - En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, il ne pourra rien être réclamé au Bailleur, tous les droits du Preneur étant réservés contre la partie expropriante.

6 - LOYER

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de :

17 760 € HT / an
(dix-sept mille sept cent soixante euros)

que le preneur s'oblige à payer au bailleur, majoré de la TVA en vigueur, par prélèvement automatique, virement ou chèque **par trimestre**. Par ailleurs, un avis d'échéance sera adressé tous les trimestres.

Tout paiement qui ne sera pas effectué à la date d'exigibilité portera de plein droit, et sans qu'il soit besoin de faire une mise en demeure préalable, intérêt au taux annuel de T4M calculé au jour le jour et payable à réception de la facture correspondante. Cet intérêt sera considéré comme un accessoire du loyer et il sera assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée.

En plus du loyer, le Preneur réglera à première demande au Bailleur ou à son représentant, les charges mentionnées à l'article 9.

7 - DEPOT DE GARANTIE

Pour garantir l'exécution du présent bail, le preneur verse ce jour, au bailleur la somme de :

1 480 € (mille quatre cent quatre-vingts euros),

correspondant à 1 mois du loyer HT. Cette somme ainsi remise au bailleur restera entre ses mains jusqu'à l'expiration du bail et jusqu'au règlement de toutes sommes dont le preneur pourra être débiteur à sa sortie. Cette somme ne sera productrice d'aucun intérêt. Elle sera restituée au preneur sous déduction des sommes dues.

8 - CLAUSE D'INDEXATION DU LOYER

Le loyer sera indexé chaque année à la date anniversaire, la première indexation intervenant le 1^{er} Novembre 2017. Le loyer sera indexé proportionnellement à la variation de l'indice des loyers des activités tertiaires établi chaque trimestre par l'INSEE, applicable pour la révision des loyers des baux professionnels. Sera retenu comme indice de référence, l'indice publié au Journal Officiel (JO) à la date de prise d'effet du présent bail et l'indice à comparer sera celui publié au JO lors de la prise d'effet de l'indexation annuelle.

L'indexation s'appliquera proportionnellement aux variations entre l'indice de référence et l'indice de comparaison, au loyer tel que défini à l'article 6, et suivant la formule suivante :

$$L_o = L_u \times ILAT / ILAT_u$$

Dans laquelle :

L_o : Loyer après indexation ;

L_u : Loyer trimestriel initialement fixé à 4 440 euros Hors Taxes ;

ILAT : Valeur de l'Indice des Loyers des Activités Tertiaires par l'INSEE, à la date de l'indexation ;

La présente clause d'indexation constitue un élément déterminant de la volonté de contracter des Parties, faute de quoi, le présent bail n'eût pas été consenti. Si l'indexation prévue ci-dessus se révélait contraire, soit à la législation en vigueur telle que les tribunaux l'interpréteront, soit à toute mesure législative ou réglementaire pouvant intervenir par la suite, les Parties conviennent de lui substituer, par accord amiable ou à défaut par expertise, une autre formule conforme aux exigences légales et se rapprochant, dans la mesure du possible, des conditions ci-dessus.

La résistance qui serait opposée par l'une des Parties à la recherche d'une telle solution équivaldrait à un refus de sa part de poursuivre les relations contractuelles et entraînerait au gré de l'autre Partie la résiliation anticipée du présent bail.

9 – CHARGES

Le preneur paiera par remboursement au bailleur au moyen d'un acompte provisionnel ou par paiements directs aux concessionnaires ou prestataires de services, les charges de l'immeuble, décrites ci-après, mais ne s'y limitant pas :

Par remboursement au bailleur :

- l'entretien et le nettoyage des parties communes,
 - l'entretien des toitures terrasses,
 - l'électricité des communs,
 - la location des compteurs d'eau et la consommation d'eau,
 - l'entretien des espaces verts et des espaces communs intérieurs et extérieurs (parking, voiries),
 - les services de sécurité, de gardiennage et d'entretien autre s'ils existent
 - la taxe foncière et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.
- Les paiements seront également effectués par prélèvement automatique.

Les charges précédemment citées sont estimées à environ 5% de la redevance mensuelle. Elles seront réparties entre les locataires de l'immeuble au prorata des surfaces louées et sont limitatives, sauf accord contraire des Parties.

Par paiement direct :

- l'abonnement aux réseaux de télécommunication,
- l'abonnement et la consommation d'électricité,
- la surveillance et l'entretien des robinets d'incendie armés, s'ils existent,
- l'enlèvement des déchets

10 – ASSURANCES

10-1 - Le Preneur ainsi que ses assureurs feront leur affaire personnelle de tous dommages et notamment l'incendie, la foudre, les bris de glaces, les explosions et les dégâts des eaux, causés aux agencements ou aménagements qu'ils effectueraient dans les locaux donnés à bail, ainsi que de ceux causés aux mobiliers, matériels, marchandises et plus généralement de tous objets lui appartenant, ou dont il serait détenteur à quelque titre que ce soit. La police devra également couvrir les risques locatifs et le recours des tiers et des voisins.

10-2 - Le Preneur ainsi que ses assureurs renoncent à tous recours contre le Bailleur en cas de dommages causés aux locaux loués que ceux-ci aient pour cause le fait d'un co-locataire ou d'un préposé ou gardien dont le bailleur serait civilement responsable, sauf à se retourner directement contre le tiers susvisé responsable.

10-3 - Le Preneur ainsi que ses assureurs s'engagent à renoncer à tous recours contre le Bailleur aux termes de l'article 1719, 4° et de l'article 1721 du Code Civil.

10-4 - Le Preneur devra également s'assurer en sa qualité de locataire, contre les risques de responsabilité civile, pour tous dommages corporels ou matériels pouvant être causés à des tiers, soit du fait ou de l'usage des aménagements ou des installations, soit du fait des préposés du Preneur.

10-5 - Si l'activité exercée par le Preneur entraîne, soit pour le Bailleur, soit pour les co-locataires, soit pour les voisins, des surprimes d'assurance, le Preneur sera tenu de garantir le Bailleur contre toute réclamation d'autres locataires ou voisins.

10-6 - Le Preneur devra déclarer immédiatement, à l'assureur d'une part, et au Bailleur d'autre part, tout sinistre relatif à l'un des événements décrits ci-dessus, quelqu'en soit l'importance et même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

10-7 Le Preneur communiquera au Bailleur une attestation d'assurance au titre des articles 10-1 et 10-4 ci-dessus.

11 – SOUS-LOCATIONS

Il est interdit au Preneur de substituer qui que ce soit dans la jouissance des locaux loués, même temporairement, et sous quelque forme que ce soit, notamment par prêt, sous-location ou cession.

12 - CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement d'un seul trimestre de loyer à son échéance exacte ou d'inexécution de l'une ou de l'autre des conditions du présent bail, et un mois après un simple commandement de payer, ou d'une sommation

d'exécution restée sans effet et contenant déclaration par le Bailleur de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, le présent bail sera résilié de plein droit si bon semble au Bailleur et l'expulsion du Preneur pourra avoir lieu, sur simple ordonnance de référé rendue sur le commandement de payer ou de la sommation d'exécuter restés sans effet, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité et nonobstant toutes offres ultérieures de payer ou d'exécuter.

13 - TVA

Le présent bail étant soumis à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, le Preneur remboursera au Bailleur le montant de la TVA grevant le loyer à l'occasion du paiement de chacun des termes.

14 - CLAUSE D'ENGAGEMENT

Les présentes expriment l'intégralité de l'accord des Parties relativement au présent bail et annulent et remplacent de plein droit et sans formalité toutes conventions antérieures, écrites ou orales s'y rapportant directement ou indirectement.

Toute modification des présentes ne pourra résulter que d'un document écrit et bilatéral.

15 - DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et ses suites, les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

Le Preneur se réserve la faculté de notifier au Bailleur l'élection d'un autre domicile par lettre recommandée avec avis de réception.

16 – ANNEXES JOINTES AU PRESENT BAIL

A – Plan des locaux loués

Fait à Angoulême, le
en 3 exemplaires originaux.

"Lu et approuvé"

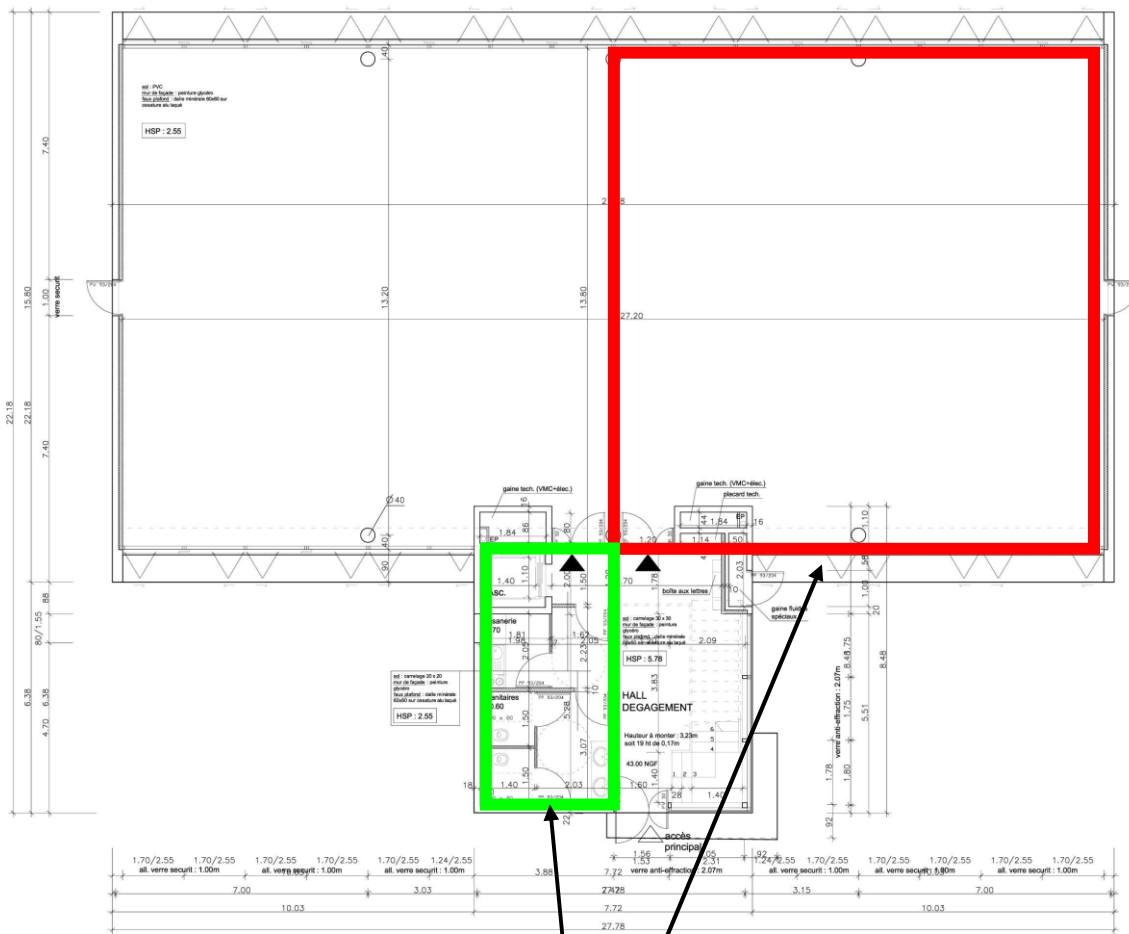
Pour le GrandAngoulême
Date :

"Lu et approuvé"

Pour DIADES MARINE,
Date :

Le Président

Monsieur Olivier LACROUTS,



Locaux affectés à la société DIADES MARINE
 185 m² de bureaux (rouge)
 15 m² d'espace tisanerie – sanitaire (vert)